

Pays: France

Problématique : Comment relancer la coopération entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines (CEDEAO, UEMOA et CEN-SAD) pour répondre aux défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques en Afrique de l'Ouest ?

La France, membre fondateur de l'Union européenne et puissance historiquement engagée en Afrique de l'Ouest, occupe une position centrale dans la relation entre l'UE et les organisations régionales africaines. Forte de liens diplomatiques, économiques, culturels et sécuritaires avec cette région, la France suit avec une attention particulière les travaux de la commission portant sur la coopération entre l'Union européenne et la CEDEAO, l'UEMOA et la CEN-SAD. Dans un contexte marqué par des crises politiques majeures, notamment les coups d'État au Mali, au Burkina Faso et au Niger, par des flux migratoires croissants et par une montée des tensions sécuritaires liées au terrorisme djihadiste, la question de la relance d'une coopération structurée et efficace entre l'UE et les organisations ouest-africaines est devenue une priorité stratégique. La France est convaincue que seule une approche multilatérale, fondée sur le respect mutuel et l'intérêt partagé, permettra d'apporter des réponses durables aux défis qui secouent la région.

L'Afrique de l'Ouest traverse une période de turbulences profondes qui menacent la stabilité régionale et interpellent directement l'Union européenne. Sur le plan sécuritaire, l'expansion des groupes armés djihadistes dans la région du Sahel, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger, fragilise les États et génère des déplacements massifs de populations. La France, qui a longtemps été le principal partenaire militaire de la région à travers les opérations Serval et Barkhane, a vu ses troupes expulsées de plusieurs pays, ce qui illustre la complexité des relations actuelles. Sur le plan migratoire, l'Afrique de l'Ouest constitue l'un des principaux bassins d'émigration vers l'Europe, notamment via la route méditerranéenne centrale et la route atlantique vers les îles Canaries espagnoles. Cette pression migratoire, alimentée par l'insécurité, le chômage et le changement climatique, nécessite des réponses coordonnées entre l'UE et les organisations régionales. Sur le plan économique, la pauvreté persistante et le manque d'opportunités poussent les jeunes populations à quitter la région. Enfin, les récentes transitions non constitutionnelles ont ébranlé les fondements démocratiques défendus par la CEDEAO et fragilisent le cadre institutionnel nécessaire à toute coopération efficace.

La France soutient fermement la nécessité de relancer une coopération durable et ambitieuse entre l'UE et les organisations régionales ouest-africaines, tout en reconnaissant que cette coopération doit évoluer vers un partenariat plus équilibré, respectueux des priorités africaines. Notre pays défend une approche d'ensemble, qui traite à la fois la sécurité, le développement économique, la démocratie et la gestion des migrations car nous pensons que ces défis sont profondément liés. La France a soutenu et co-construit le Cadre de partenariat UE-Afrique renouvelé adopté lors du Sommet UE-Union africaine de février 2022, qui témoigne de l'engagement de la France à bâtir un partenariat euro-africain mutuellement bénéfique. Notre pays a également contribué activement au Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique (EUTF), doté de plus de 5 milliards d'euros, qui a financé,

entre 2015 et 2023, des projets de développement, de gestion des migrations et de sécurité. La France défend par ailleurs le maintien d'un dialogue politique exigeant avec les États ouest-africains sur l'État de droit et la démocratie, tout en reconnaissant que les sanctions économiques, notamment celles imposées par la CEDEAO aux régimes issus de coups d'État, doivent être proportionnées pour ne pas aggraver les conditions de vie des populations civiles.

La France a contribué à plusieurs mécanismes concrets de coopération UE-Afrique de l'Ouest. Notre pays participe au financement et à l'opération EUCAP Sahel, mission civile de l'UE visant à renforcer les forces de sécurité maliennes et nigériennes, ainsi qu'à la mission EUTM Mali de formation des forces armées. Par ailleurs, la France soutient activement le Partenariat de Ouagadougou pour la planification familiale, qui contribue à la stabilisation démographique de la région. Concernant la migration, notre pays défend le renforcement des partenariats sur les retours volontaires et sur la protection des migrants dans les pays transit pour éviter une traversée périlleuse en Méditerranée. Pour l'avenir, la France propose d'intensifier le dialogue entre l'UE et la CEDEAO par la mise en place de sommets biannuels dédiés à la sécurité et au développement. Notre pays souhaite également promouvoir un plan d'investissement massif en faveur de la jeunesse ouest-africaine; notamment dans l'éducation, la formation professionnelle et l'entrepreneuriat, en mobilisant les fonds du Global Gateway européen. Enfin, la France appelle à renforcer le soutien opérationnel à la CEDEAO et à l'UEMOA afin de consolider leurs capacités de médiation politique et de prévention des conflits.

La France réaffirme son engagement en faveur d'une coopération renouvelée, ambitieuse et équilibrée entre l'Union européenne et les organisations régionales ouest-africaines. Notre pays est convaincu que les défis migratoires, sécuritaires, économiques et démocratiques auxquels fait face l'Afrique de l'Ouest ne peuvent être surmontés qu'à travers un partenariat fondé sur le respect mutuel, la co-construction et la responsabilité partagée. Résolument europhile et attachée au multilatéralisme, la France défendra lors des débats toutes les initiatives permettant de renforcer ce partenariat stratégique, au bénéfice des peuples africains et européens.